

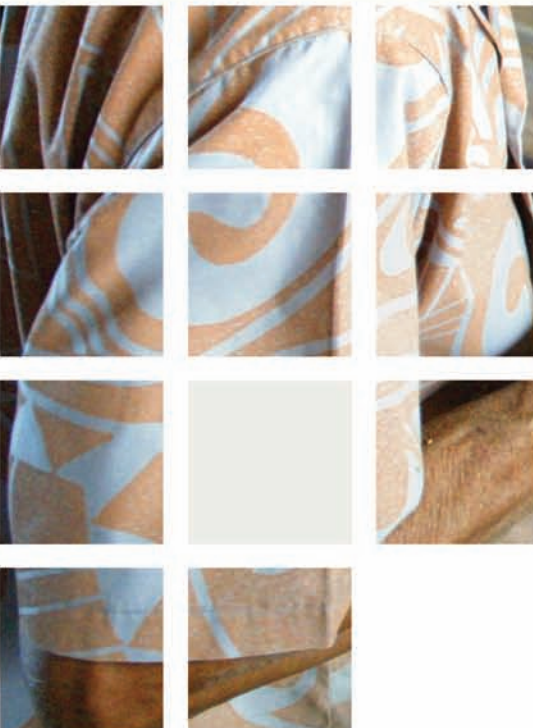
Points forts

01

De la Polynésie française

BILAN

COMPTES ÉCONOMIQUES 2012



2012 : LA RÉCESSION SE POURSUIT MAIS ELLE EST MOINS SÉVÈRE

La faiblesse de la consommation des ménages et de la demande des administrations publiques pèsent sur l'activité économique en 2012, entraînant une nouvelle diminution de la production. Dans un contexte de chômage important et de réduction de la dépense publique, les craintes pesant sur la croissance future n'encouragent pas les entreprises à relancer l'investissement.



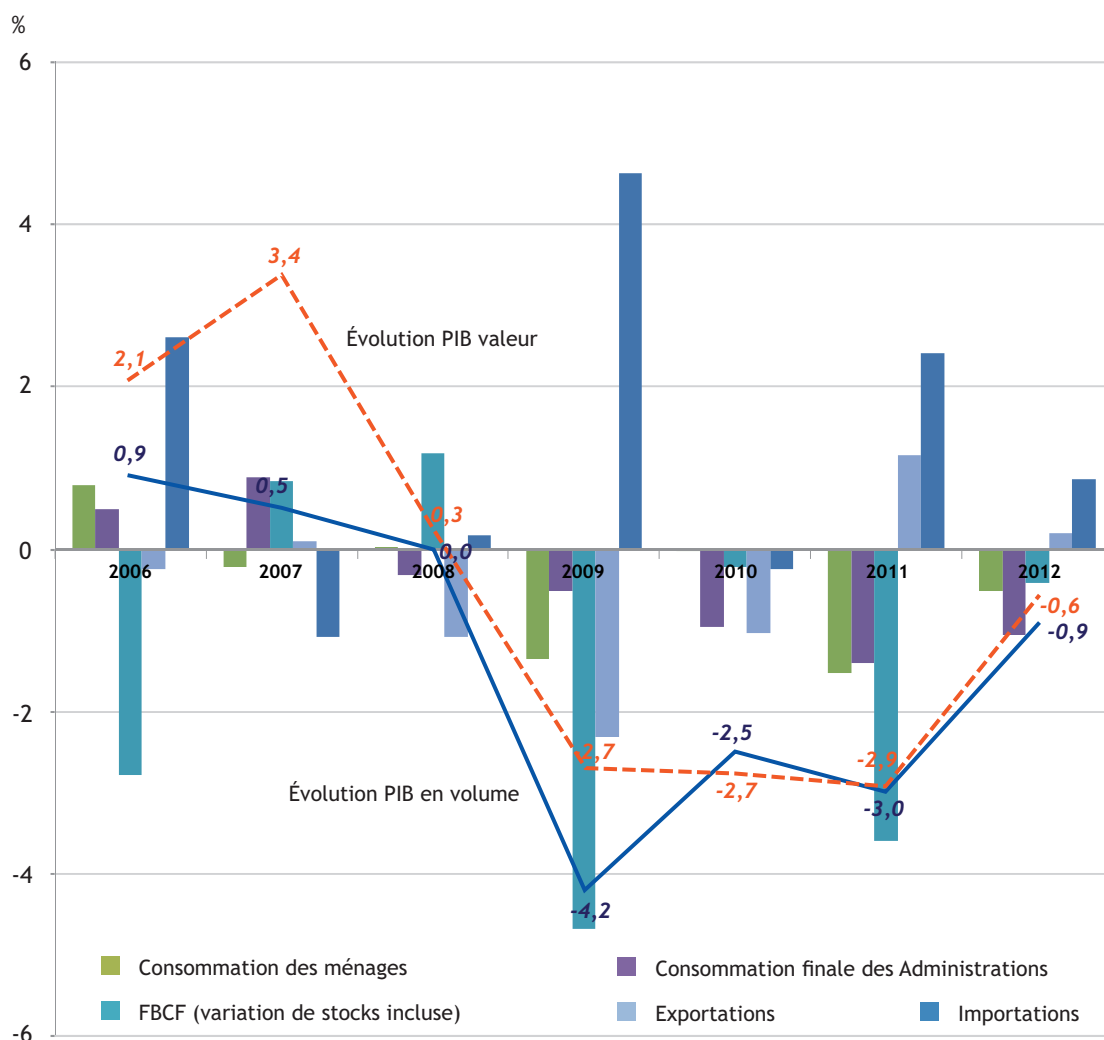
INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants en 2012 diminue à 529 milliards de F.CFP, soit une réduction de 0,6 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix¹, le PIB à prix constants baisse de 0,9 %. L'investissement privé se stabilise alors que les dépenses publiques se contractent. En effet, des difficultés de financement et des objectifs de réduction des dépenses de fonctionnement pèsent sur les dépenses du Pays. D'autre part, les pertes d'emplois se poursuivent en 2012 et freinent les possibilités de reprise de la consommation finale des ménages.

Cette baisse du PIB, alors que la population augmente, se traduit dans le PIB réel par habitant qui passe de 1,99 à 1,96 million de F.CFP par habitant (aux prix de 2011). Sur la période 2005-2012 le PIB réel par habitant s'est contracté de 2,3 % par an en moyenne.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL ET NOMINAL ET CONTRIBUTIONS À L'ÉVOLUTION DU PIB RÉEL



Source : comptes économiques, ISPF

¹ : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

APPROCHE DU PIB PAR L'EMPLOI DES RESSOURCES : SEULE LA DEMANDE EXTERNE PROGRESSE

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE			
	2012 à prix constants	2011	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Consommation finale (a)	530 821	540 228	- 1,7
Consommation des ménages	357 218	360 174	- 0,8
Consommation finale des Administrations	173 603	180 054	- 3,6
Formation brute de capital fixe (b)	95 756	96 895	- 1,2
Biens d'équipements	48 919	48 167	1,6
Construction	45 133	46 987	- 3,9
Investissements immatériels	1 704	1 741	- 2,1
Variations des stocks (c)	- 1 344	- 126	966,7
Solde de la balance des biens et services (d)	- 98 306	- 105 136	- 6,5
Exportations	98 142	96 970	1,2
Exportations de biens	20 683	22 119	- 6,5
Exportations de services	77 459	74 851	3,5
Importations	196 448	202 106	- 2,8
Importations de biens	164 100	167 164	- 1,8
Importations de services	32 348	34 942	- 7,4
PIB (a+b+c+d)	526 927	531 861	- 0,9

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• Consommation intermédiaire

Les consommations intermédiaires, intégrées dans les processus de production des entreprises, se contractent de 3,2 % en volume, entre 2011 et 2012. Cette baisse est plus forte que celle de la production (- 1,8 %) et traduit une amélioration du taux de valeur ajoutée. Cette amélioration globale s'explique, d'une part, par des effets de structure de la production par branche : les branches à fort taux de valeur ajoutée occupent un poids plus important. D'autre part, elle s'explique par la réduction des taux de consommation intermédiaire des branches Télécommunications, Transport aérien et Industries.

• Consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages est composée pour 85 % de consommation marchande et 15 % d'autoconsommation. La consommation finale des ménages s'établit à 357,2 milliards de F.CFP en 2012, soit 67,8 % du PIB.

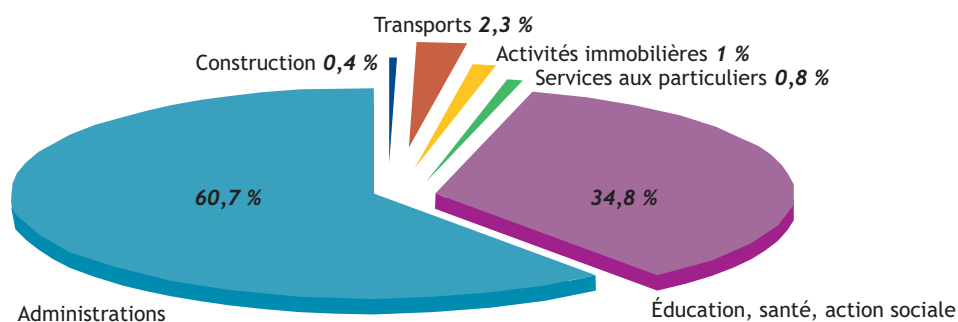
La consommation finale marchande, valorisée à 303,5 milliards de F.CFP en 2012, baisse de 1,4 % (- 2,9 % en 2011) en parallèle des effectifs salariés en équivalent temps plein qui diminuent de 2,0%. À l'inverse de 2011, la contraction de la demande des ménages en biens (- 0,6 %) est moins marquée que celle touchant les services (- 2,2 %). En 2012, la consommation marchande des ménages est à parts égales répartie entre les biens et les services, avec une demande de 150,3 milliards de F.CFP pour les premiers et 153,1 pour les seconds.

La consommation non marchande des ménages augmente de 2,5 %. Cette hausse se poursuit depuis 3 ans (+ 1,4 % en 2011, + 1,8 % en 2010), tirée par l'autoconsommation de loyer (en proportion moins de locataires et plus de propriétaires) et, dans une moindre mesure, par celle de produits agricoles, principalement les fruits, les légumes et les produits de la mer.

• **Consommation finale des administrations publiques**

La consommation finale des administrations publiques est en baisse continue depuis 2008 et elle se réduit encore de 3,6 % en 2012, à 173,6 milliards de F.CFP. Toutes les composantes de la production non marchande sont en baisse, la branche Construction subissant la plus forte contraction relative (- 67,4 %) due à la dissolution de l'établissement public du Fonds de Développement des Archipels (FDA). Les productions non marchandes de la branche Santé-action sociale (- 7,8 %), de la branche Promotion Immobilière (- 4,3 %) et celle de la branche Éducation (- 3,8 %) subissent une contraction plus marquée que celle de la branche Administration, en diminution de 1,8 % en 2012.

CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2012



Source : comptes économiques, ISPF

• **Formation brute de capital fixe**

Les administrations publiques, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions de logement) consacrent 95,8 milliards de F.CFP à l'investissement. En 2011, la contraction de l'investissement avait été forte (- 18,2 %). De ce fait, la légère baisse constatée en 2012 (- 1,2 %) s'observe comme une stabilisation de l'investissement sur des niveaux historiquement bas.

L'investissement en construction atteint désormais 45,1 milliards de F.CFP (- 3,9 %), reflétant des dynamiques différentes au sein des secteurs institutionnels de l'économie. Les investissements en BTP progressent de 5,5 % pour les entreprises, restent stables pour les ménages (- 0,4 %) et demeurent en baisse pour les administrations publiques (- 10,5 %). Les ménages sont les premiers donneurs d'ordre de la Construction avec des dépenses totales de 24,4 milliards, devant le secteur public (16,8 milliards de F.CFP) et les entreprises (4 milliards de F.CFP).

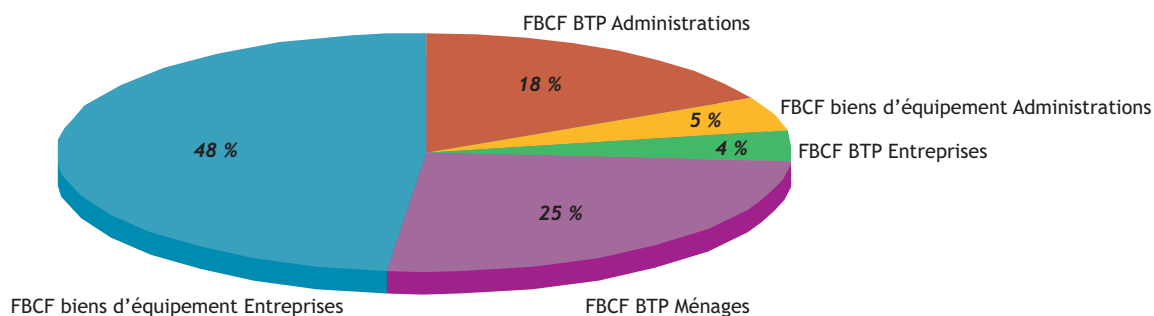
L'investissement en biens d'équipement² s'est accru de 1,6 % et atteint 48,9 milliards de F.CFP.

Les entreprises ont acquis pour 46 milliards de F.CFP (+ 2,2 %) de biens d'équipement avec notamment l'acquisition de deux unités de liaison inter-île et d'un Twin otter. À l'inverse l'administration publique poursuit sa réduction de dépenses en biens d'équipement (- 4,5 % pour un montant total de 4,4 milliards de F.CFP).

² : Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

La situation financière délicate du Pays en 2012 explique la faiblesse de la demande publique en investissement, malgré la dotation exceptionnelle de 6 milliards de F.CFP reçue de l'État et l'accord de prêt de l'AFD obtenu en fin d'année. Les retards pris dans les programmes d'investissement en 2012 se traduisent par des reports de crédits disponibles de 18 milliards de F.CFP en investissement dans les comptes du Pays en fin d'année.

L'INVESTISSEMENT EN 2012



Source : comptes économiques, ISPF

• Exportations de biens et de services

En 2012, le montant total des exportations polynésiennes atteint 98,1 milliards de F.CFP en croissance de 1,2 % (+ 6,7 % sur 2011). Les exportations de biens se contractent de 6,5 % sur cet exercice et s'établissent à 20,7 milliards de F.CFP tandis que la demande extérieure en services progresse de 3,5 % et atteint 77,5 milliards de F.CFP. Malgré une appréciation du dollar américain par rapport au franc pacifique entre 2011 et 2012, les exportations de perles, pour une valeur de 7,7 milliards de F.CFP, diminuent de 3,8 % (- 7,8 % en 2011). Les exportations de services de transport (principalement aérien), en hausse de 9,2 %, contribuent significativement aux bonnes performances des services polynésiens à l'exportation.

EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES

Produit exporté	2012 à prix constants	2011	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Agriculture - élevage	928	1 016	- 8,7
Produits de la mer	8 425	8 671	- 2,8
Industries agroalimentaires	2 354	2 288	2,9
Industries des biens de consommation	5 756	5 720	0,6
Industries des biens d'équipement	1 874	3 349	- 44,0
Autres industries des biens intermédiaires	1 346	1 075	25,2
Construction	272	499	- 45,5
Transports	41 487	37 985	9,2
Activités financières	911	771	18,2
Activités immobilières	21	20	5,0
Postes et télécommunications	1 290	1 658	- 22,2
Autres services aux entreprises	6 395	6 586	- 2,9
Hôtels et restaurants	22 717	22 908	- 0,8
Autres services aux particuliers	4 366	4 424	- 1,3
Total	98 142	96 970	1,2

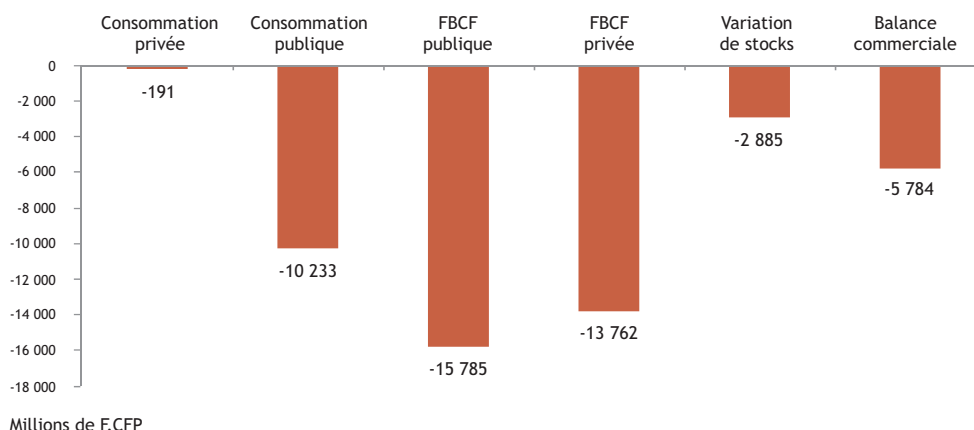
Source : comptes économiques, ISPF

La crise depuis 2007, en quelques chiffres

Les résultats des comptes économiques 2012 donnent un taux de croissance négatif pour la cinquième année consécutive. En francs courants, ces baisses successives de PIB représentent une perte de la valeur ajoutée de 49 milliards de F.CFP entre 2007 et 2012, soit 8,5 % du PIB de 2007. Cette situation économique est sans précédent depuis la mise en place du CEP (Centre d'Expérimentation du Pacifique).

Cette baisse du PIB est encore plus marquée par habitant, car, sur la même période, la population a augmenté de 8 900 personnes (+3,4 %) entraînant un recul du PIB par habitant de 11 % en 2012, soit un niveau inférieur, en valeur, à celui mesuré en 2005.

CONTRIBUTION DE CHAQUE AGRÉGAT DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE À LA BAISSÉ DU PIB EN VALEUR ENTRE 2007 ET 2012 (francs courants)



Source : comptes économiques, ISPF

Les difficultés que rencontre l'économie polynésienne proviennent à la fois de la demande extérieure (faiblesse des exportations) et intérieure (baisse de la consommation des ménages et de la dégradation du niveau des investissements publics et privés). Cette baisse de l'activité se traduit par une dégradation du marché du travail. En effet, les entreprises voyant leurs résultats diminuer adaptent la quantité de main d'œuvre au niveau d'activité. Au total, les entreprises ont ainsi supprimé 6 800 emplois salariés (salariés déclarés à la CPS) entre 2007 et 2012. Dans le même temps, la population active a augmenté de 6 400 personnes poussant le taux de chômage à 21,8 % de la population active polynésienne contre 11,7 %, cinq ans auparavant.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE DIMINUENT ENCORE

En 2012, la production des entreprises et de l'administration en biens et en services poursuit sa baisse pour s'établir à 845 milliards de F.CFP, soit 16 milliards de moins qu'en 2011. Cumulée à la baisse des importations, la valeur des ressources globales de l'économie polynésienne, à prix constants, se réduit de 23 milliards.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIEENNE			
	2012 à prix constants	2011	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	845 282	860 914	- 1,8
Somme des valeurs ajoutées (a)	462 430	465 383	- 0,6
Impôts sur les importations (b)	25 543	26 379	- 3,2
Impôts sur les exportations (c)	458	498	- 8,0
Autres impôts sur les produits (d)	41 112	42 205	- 2,6
Subventions sur les produits (e)	- 2 616	- 2 604	0,5
Importation (f)	196 448	202 106	- 2,8
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 106 227	1 129 498	- 2,1
Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)	526 927	531 861	- 0,9
PIB/habitant	1,96	1,99	- 1,5

* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités³.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité⁴ principale et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces 20 branches d'activité ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leur contribution respective à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2012 ont été exprimées en francs de 2011 (autrement dit, à prix constants).

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁵, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

• En 2012 le regroupement « **Activités immobilières et services aux entreprises** », qui représente 18,7 % de la valeur ajoutée totale (hors SIFIM⁶), est celui qui contribue le plus à la baisse de la valeur ajoutée totale.

Pour la troisième année consécutive, la production de ces branches chute (- 3,9%), pour s'établir à 141 milliards de F.CFP.

3 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix « CAF » (Coût Assurance Fret). Pour mettre en regard de ces ressources leurs utilisations par les agents économiques, il convient, par la suite, de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations.

La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

4 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

5 : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

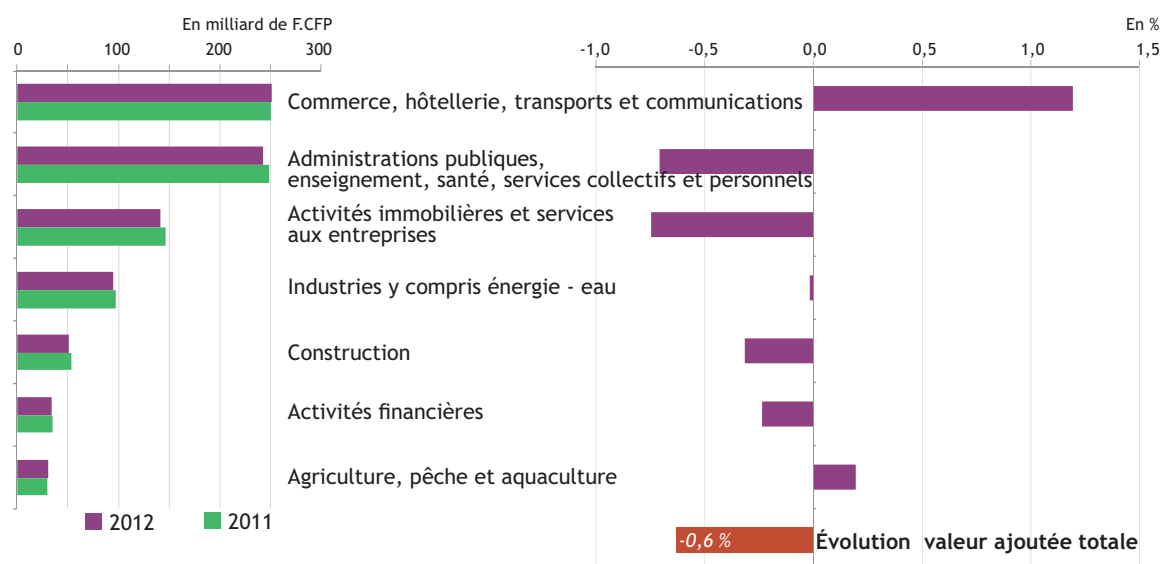
6 : voir page 8

La production, exclusivement marchande, des activités de services aux entreprises baisse de 7,4 % (- 4,4 milliards) pour s'établir à 55 milliards de F.CFP. Pénalisée par une demande privée et publique mal orientée, les entreprises de cette branche souffrent cette année encore et sont contraintes de réduire à nouveau leurs effectifs salariés (- 5,6 %, soit un total de 3 400 salariés en équivalent temps plein pour 2012). Comme en 2011, les activités d'ingénierie, d'études techniques et de conseil pour les affaires sont celles qui subissent la plus forte contraction de chiffre d'affaires, suivie des services juridiques et des prestations d'architecte.

La baisse de production est moins marquée pour les activités immobilières (- 1,5 %, pour une valeur totale de 86 milliards) cependant la production marchande de la branche (48 % du total) se contracte de 5,4 % tandis que la production non marchande⁷ progresse de 2,4 %. L'administration d'immeubles et d'autres biens immobiliers de même que les services d'agence immobilière font partie des activités de la sphère marchande dont le chiffre d'affaires baisse le plus fortement. Les effectifs salariés de ce regroupement diminue de 3,4 % en 2012.

PRODUCTION DES BRANCHES

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE



Source : comptes économiques, ISPF

• Confrontée à une réduction des dépenses de fonctionnement de l'administration publique, la production du regroupement « **Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux personnes** » se replie de 2,4 % (une baisse de 2,9 % pour la production marchande et de 1,3 % pour la non marchande). Son impact sur l'évolution de la valeur ajoutée totale est d'autant plus important que ce regroupement représente 38,7 % de la valeur ajoutée totale en 2012 (hors SIFIM), pour une production de 243 milliards de F.CFP. Dans ce contexte de baisse de production, les effectifs salariés de ce regroupement diminue de 0,7 %.

La production totale de la branche Administration publique, est valorisée à 109 milliards de F.CFP, dont 97 % de production non marchande, en diminution de 1,9 %. La poursuite du plan d'assainissement des finances publiques,

6 : Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

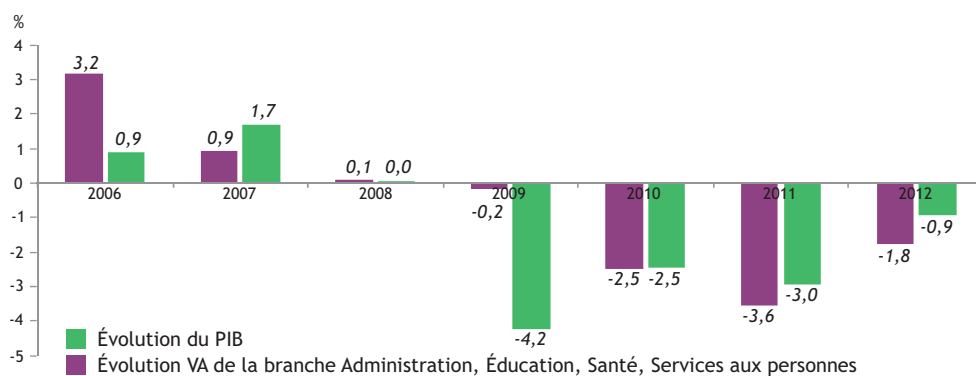
7 : La production non marchande inclut :
 - La production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire)
 - Certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service ; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.

couplée à une baisse de 1 % des recettes fiscales du Pays, a pesé sur la commande publique et cela malgré le soutien des 6 milliards de F.CFP de dotation d'ajustement exceptionnel apporté par l'État.

Pour la branche Éducation, la production totale de 57 milliards de F.CFP, non marchande à 92 %, se contracte de 3,5 %. Si la part marchande de cette production est en léger retrait (- 0,8 %) la part non marchande subit une baisse plus marquée de 3,8 %.

La production totale de la branche Santé-action sociale atteint 53 milliards de F.CFP en diminution de 1,5 %. En particulier la production non marchande, minoritaire (16 % de la production de la branche), est fortement en baisse (- 7,8 %) alors que la production marchande est quasi stable (- 0,3 %).

ÉVOLUTION COMPARÉE DU PIB ET DE LA VALEUR AJOUTÉE DU REGROUPEMENT ADMINISTRATION - ÉDUCATION - SANTÉ - SERVICES PERSONNELS



Source : comptes économiques, ISPF

Les activités de services aux ménages sont également mal orientées avec une contraction de 3,8 % de la production. Au sein de cette branche, la production marchande s'établit à 20 milliards de F.CFP, en baisse de 3,0 %, baisse cependant moins marquée que celle de la production non marchande, qui s'érode de 7,8 % pour atteindre 3,6 milliards de F.CFP.

- Affaiblie par une demande en baisse constante depuis 2010, la production du regroupement « **Construction** » (3,6 % de la valeur ajoutée totale hors SIFIM) poursuit sa dégradation (- 5,7 %) en 2012, pour s'établir à 54 milliards de F.CFP. La contraction de chiffre d'affaires concerne notamment les activités de construction de maisons individuelles, de terrassement ainsi que les travaux de finition du bâtiment. La gare maritime de Papeete, livrée en mars, demeure le seul grand chantier d'infrastructure publique de l'année tandis que la faible dynamique de la demande privée témoigne toujours de la frilosité et de l'aversion au risque des investisseurs. De fait les effectifs salariés de cette branche se réduisent encore de 8,5 % cette année, soit la disparition de 1 500 emplois salariés en équivalent temps plein depuis 2008.

- La production des « **Activités financières** » abandonnent près de 2 milliards de F.CFP, soit une baisse de 4,3 % pour une production totale de 34 milliards de F. CFP. La diminution des ressources de l'économie de même que l'attentisme des consommateurs, dont les encours de crédit à la consommation se contractent de 6,6 %, pèsent sur ce regroupement qui constitue 4,4 % de la valeur ajoutée totale (hors SIFIM). Contrairement à 2011, l'évolution du produit net bancaire (- 4,5 %) accentue le recul d'activité du regroupement, ce produit net, qui s'établit à 25 milliards de F.CFP, représente 74 % de la production du secteur financier. Les activités d'assurances et d'auxiliaires financiers, dont les productions respectives atteignent 5,1 et 3,2 milliards de F. CFP, sont en recul de 2,5 et 6,9 %. Les effectifs salariés du regroupement sont en baisse de 2 % en 2012, après une baisse de 0,9 % sur l'année précédente.

- La production du regroupement « **Industries, Eau et Énergie** » (95,2 milliards de F.CFP) baisse de 1,9 % en 2012 et représente 7,9 % de la valeur ajoutée totale (hors SIFIM). Cette diminution de la production reste inférieure

aux 3,8 % de baisse annuelle moyenne constatée sur les 4 précédentes années. La contraction d'activité se poursuit pour l'industrie des Biens intermédiaires (- 9,8 %) et pour les biens d'équipement (- 9,4 %). La production de biens intermédiaires (14,7 milliards de F.CFP), dominée par la fabrication d'intrants pour la construction, reste pénalisée par la faiblesse de l'investissement en BTP. Les inquiétudes des investisseurs sur l'avenir pèsent également sur la production des industries de biens d'équipement (4,5 milliards de F. CFP) qui s'érode de 800 millions de F.CFP par rapport à 2011.

Comptant pour le tiers de la production de ce regroupement, la production de la branche Électricité et Eau se stabilise en 2012 à 31,4 milliards de F. CFP (- 0,8 %) après une année 2011 de forte contraction (- 8,6 %).

Pour les autres branches du regroupement, l'année 2012 comme 2011 a été une année de consolidation. La production de la branche Biens agroalimentaires se redresse et atteint 29,6 milliards de F.CFP (+ 2,6 %). Cette amélioration est généralisée au sein de la branche, exception faite de l'activité de boulangerie qui marque le pas. L'activité s'est stabilisée pour la branche Biens de consommation, dont la production valorisée à 11,8 milliards de F.CFP progresse de 0,6 %. La tendance positive observée dans la fabrication d'articles de joaillerie et dans celle de savons et dérivés compense la faiblesse de l'activité d'édition de journaux et de fabrication de meubles.

- La production de l'« **Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture** », constituée à 72 % de production marchande et à 28 % de non marchande, progresse de 4,9 % pour atteindre 30,5 milliards de F.CFP. La production marchande atteint 21,9 milliards de F.CFP et tire la croissance du regroupement (+ 5,2 %). Les résultats de l'activité de pêche (30 % de la production marchande) sont particulièrement bien orientés (+ 22 %) et ceux de l'agriculture-élevage progressent également (+ 2,2 %). À l'inverse, la production de perles poursuit sa dégradation (- 3,6 %) mais demeure le plus gros contributeur de l'activité marchande du regroupement (36 % de la production marchande du regroupement).

D'autre part, la production non marchande de ce regroupement progresse de 4,2 % sous l'impulsion de l'autoconsommation de fruits et de légumes et s'établit à 8,6 milliards de F.CFP.

Ce regroupement compte pour 3 % de la valeur ajoutée totale (hors SIFIM) et voit ses effectifs salariés progresser de 2,8 % en 2012.

- Pour la première fois depuis 2007, la production de l'agrégat « **Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications** » est en hausse (+ 0,5 %) et ce regroupement représente en 2012 23,7 % de la valeur ajoutée totale (hors SIFIM). Cette hausse, limitée, est la conséquence des performances des branches Hôtellerie-restauration et commerce, comptant respectivement pour 21 et 30 % de la production du regroupement. D'autre part la contribution de ce regroupement à la valeur ajoutée totale est également liée à la baisse des taux de consommation intermédiaire du transport qui, malgré une légère contraction de la production (- 0,4 %), contribue positivement à la croissance.

L'activité continue de s'améliorer en 2012 pour la branche Hôtellerie-restauration dont la production de 52 milliards de F.CFP est en hausse de 3,5 % (après 4,4 % en 2011). C'est principalement l'Hôtellerie qui explique cette tendance, avec une croissance de la production de 6,2 % alors que les chiffres d'affaires de la restauration sont presque stables (+ 0,3 %). L'année 2012 marque cependant une nouvelle diminution de l'offre hôtelière en Polynésie avec la fermeture du Sofitel Tahiti et du Pearl Beach Manihi. Autre contributeur positif à l'évolution de la valeur ajoutée du regroupement, la branche transport affiche néanmoins un léger repli (- 0,4 %) de sa production valorisée à 94,3 milliards de F.CFP. C'est en effet par le biais d'un taux de consommation intermédiaire qui diminue que le transport aérien, seule composante en croissance de production (+ 3,1 %), permet à la branche transport de contribuer positivement à la valeur ajoutée. La production du transport maritime (- 7,1 %), du transport routier (- 4,7 %) et des auxiliaires du transport (- 1,9 %) représente respectivement 10 %, 5 % et 39 % de la production totale du transport, l'aérien en représentant à lui seul 46 %.

La production totale de la branche Commerce atteint 77,1 milliards de F.CFP, en hausse, certes limitée, mais pour la première fois depuis 2009 (+ 0,3 %). L'amélioration constatée n'est liée qu'à l'activité des autres

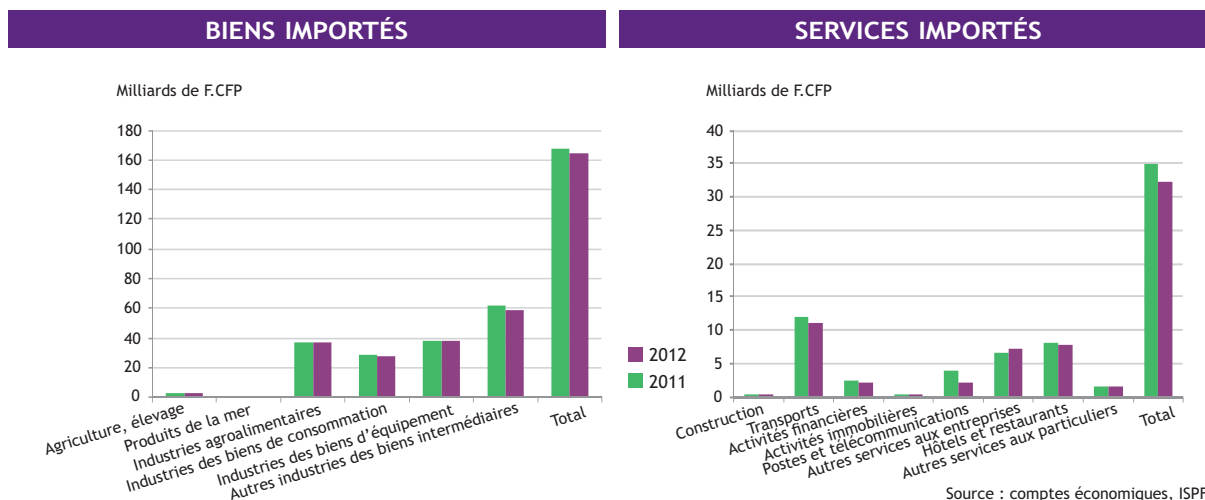
commerces dont la production de 62,6 milliards de F.CFP est en croissance de 2,3 %. A l'inverse la production du commerce automobile (8,4 milliards de F.CFP) et celle du commerce de produits pétroliers (6,1 milliards de F.CFP) demeurent mal orientées avec des baisses respectives de 11 % et 1,5 % en 2012.

Relativement épargnée en début de période récessive, la branche Télécommunications subit en 2012 sa deuxième contraction d'activité consécutive ; sa production, valorisée à 28,3 milliards de F.CFP, baisse de 1,2 % (- 3,2 % en 2011). L'Office Polynésien des Télécommunications (OPT) représente à lui seul 57 % de cette production et connaît en 2012 une baisse d'activité dans les services postaux, la téléphonie fixe et mobile et dans une moindre mesure dans les services liés à internet. En 2012, l'arrivée prochaine de nouveaux concurrents sur les cœurs de métiers de l'OPT (accès internet et téléphonie mobile) annonce une réorganisation de la branche télécommunications.

Malgré la hausse de la production les effectifs salariés de ce regroupement se contractent de 1,4 %.

• **Ressources externes** de la Polynésie française, les importations qui sont composées de 83 % de biens et 17 % de services suivent l'évolution de l'activité économique. Ainsi, les importations de 2012 sont en repli de 2,8 %, tout comme en 2011 (- 6,5 %). Les importations de biens diminuent (- 1,8 % par rapport à 2011) mais dans une amplitude moindre que les importations de services (- 7,4 %). Dans le détail, le repli des importations de biens intermédiaires (- 4,4 %) et de biens de consommation (- 2,9 %) expliquent en grande partie la baisse des imports de biens ; ces deux types de biens constituant respectivement 36 et 17 % des produits importés.

La contraction des importations de services de télécommunications (- 46,5 %) et de transports (- 7,3 %, intégrant la correction CAF-FAB) explique la tendance globale observée sur les importations de services.



-9,3 %

« c'est la baisse en volume de l'investissement public en 2012 »



Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

Pour avoir accès aux données détaillées de la comptabilité nationale :
<http://www.ispf.pf/themes/EconomieFinances/Compteseconomiques/>

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF